



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 202 – 17 JUIN 2020

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

LE CONSEIL DE
SECURITE DE
L'ONU SUR LE G5
SAHEL S'ALARME
DE LA
MULTIPLICATION
DES
MANQUEMENTS
AUX DROITS
HUMAINS PAR LES
ARMEES
NATIONALES

SENEGAL : LES PME
PERDRAIENT ENTRE 30
ET 100% DE LEUR
CHIFFRE D'AFFAIRES EN
RAISON DE LA
PANDEMIE

BENIN : LE
GOUVERNEMENT
DEVOILE LES MESURES
D'ATTENUATION DES
EFFETS SOCIO-
ECONOMIQUES DE LA
PANDEMIE DE COVID-
19

BURKINA FASO :
L'IMPACT DE LA
COVID-19 SUR LES
RECETTES AU T1 2020
ATTENUÉ PAR LA TVA
ET LES DROITS DE
LICENCE 4G

NIGER :
CONSTRUCTION
D'UN NOUVEAU
CENTRE DE SANTE
A NIAMEY

NIGERIA : BAISSE
DES ECHANGES
COMMERCIAUX DE
18% PAR RAPPORT
A FIN 2019

LE SOUDAN PASSE A
LA VITESSE
SUPERIEURE SUR LES
TRANSFERTS
ELECTRONIQUES
D'ARGENT

KENYA :
INTERDICTION DES
PLASTIQUES A USAGE
UNIQUE DANS LES
PARCS NATIONAUX
ET AIRES PROTEGEES

GUINEE
EQUATORIALE :
OUVERTURE DU
CAMPUS TEG
2020



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ La Banque mondiale publie ses perspectives économiques mondiales

Selon la Banque mondiale, le PIB mondial diminuera de 5,2% en 2020 – la plus forte récession planétaire depuis la Seconde Guerre mondiale. L'institution anticipe toutefois un rebond à 4,2% en 2021, sous l'hypothèse d'un reflux de la pandémie. La croissance de l'Afrique subsaharienne devrait pour sa part se contracter de 2,8% en 2020 (5,8 pp sous la prévision initiale). Cette récession est largement tirée par le Nigéria, l'Afrique du Sud et l'Angola : en excluant ces 3 pays, le sous-continent ne subirait une récession que de 0,3%. En Afrique de l'Ouest, 6 pays sur 16 devraient connaître une récession en 2020. Cependant, la Côte d'Ivoire, le Niger et la Guinée pourraient être parmi les économies les plus dynamiques d'Afrique en 2021.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ 4 pays ouest-africains supplémentaires bénéficient de l'initiative de suspension du service de la dette du G20 et du Club de Paris

Le Club de Paris a approuvé la suspension du service de la dette de la Mauritanie, du Niger et de la Côte d'Ivoire, du 1^{er} mai au 31 décembre 2020. Le montant de ces reports de paiement n'a pas été communiqué. Pour rappel, le Burkina Faso et le Mali ont déjà annoncé bénéficier de l'initiative. Dans un communiqué publié par le ministère des Finances et du Budget le 10 juin, le Sénégal a aussi indiqué vouloir adhérer à l'initiative, qui se matérialiserait par la suspension du paiement du principal et des intérêts pour un montant 138,6 MEUR entre le 1er juin 2020 et la fin de l'année, soit 13,5 % du service de la dette extérieure sénégalaise dû en 2020.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ La Banque africaine de développement octroie 20 MUSD pour contenir la propagation de COVID-19 dans les pays du G5 Sahel

Le 9 juin, la BAfD a approuvé un financement de 20 MUSD sous forme de dons du Fonds africain de développement afin de renforcer les capacités de la Mauritanie, du Mali, du Burkina Faso, du Niger et du Tchad contre la propagation de la pandémie de COVID-19. Le projet soutiendra notamment la surveillance épidémiologique et la capacité de gestion des cas. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés apportera un soutien opérationnel au projet. Un financement supplémentaire de 1,4 M USD de la facilité de soutien transitoire de la Banque sera également déployé dans les pays du G5 pour soutenir la formation sur la biosécurité et la gestion des déchets biomédicaux.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Conseil de sécurité de l'ONU sur le G5 Sahel s'alarme de la multiplication des manquements aux droits humains par les armées nationales**

Quelques heures avant l'annonce du décès d'un des chefs des groupuscules terroristes au Mali, le Conseil de sécurité s'est réuni virtuellement, le 5 juin, pour renouveler son soutien à la lutte anti-terroriste du G5 Sahel. Les participants se sont félicités des progrès réalisés par la force conjointe depuis le sommet de Pau mais se sont également montrés inquiets à propos des manquements aux droits humains par les armées nationales constatés depuis le début de l'année. Par ailleurs, le Conseil s'est félicité que le G5 soit renforcé dès cet été par la centaine de forces spéciales européennes du dispositif Takuba.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **La liste des lauréats du « Challenge des 1000 entrepreneurs », organisé dans le cadre du sommet Afrique-France, dévoilée**

Le Secrétariat Général du Sommet Afrique-France, Digital Africa et les membres du jury du « Challenge des 1000 entrepreneurs » ont dévoilé la liste des 1000 lauréats de ce concours organisé dans le cadre du sommet Afrique France, qui devait se tenir du 4 au 6 juin 2020 à Bordeaux avant d'être reporté en raison de la pandémie de COVID-19. Les 1000 entrepreneurs, à parité parfaite entre les hommes et les femmes, proviennent de 53 pays africains. Ils bénéficieront d'un programme d'accompagnement dédié, leur permettant d'avoir accès à des financements, de la formation, des mises en réseaux ainsi que de la visibilité pour leurs projets.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ **Ethiopie : Le taux d'inflation retombe à 19,8 % en g.a. en mai 2020, d'après l'Agence des statistiques éthiopiennes**

Suite à un pic en avril (22,9 %), l'indice général des prix a reculé de 3,1 points sur le seul mois de mai, soit le niveau d'inflation le plus bas depuis janvier 2020. Cette baisse provient essentiellement du ralentissement de la hausse des prix de produits alimentaires (+20,3 % en g.a, soit -5,5 pts par rapport à avril), portée par la baisse du prix de certaines céréales (maïs, blé, sorgho). Le prix des produits non-alimentaires augmente quant à lui de 19,1 % en g.a., mais est en recul de 0,1 point par rapport au mois précédent. Au-delà de la pandémie et de l'invasion des criquets, qui menacent la sécurité alimentaire du pays, la récente approbation d'un budget supplémentaire par le parlement éthiopien pourrait accroître l'inflation.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : adoption du projet de loi de finances rectificative 2020**

Le gouvernement vient d'adopter en conseil des Ministres le projet de loi de finances rectificative pour 2020, en baisse de 9% par rapport à la loi de finances initiale (LFI). Ce nouveau projet de budget, équilibré en ressources et en charges à 3 047,1 Mds FCFA (contre 3 330,7Mds FCFA dans la LFI), se base sur une hypothèse de prix du baril de pétrole gabonais à 30 USD contre 57 USD dans la LFI, maintenant une production de pétrole à 10,4 millions de tonnes métriques. Les exportations de manganèse sont par ailleurs prévues à la baisse de 15,3%, à 5,9 millions de tonnes métriques. Le budget d'investissement public, prévu en baisse de -26% et ainsi fixé à 380 Mds FCFA, est le principal poste à pâtir de cette baisse.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Tchad bénéficie d'une suspension du service de sa dette bilatérale jusqu'au 31 décembre 2020**

Les représentants des pays créanciers du Club de Paris ont accepté d'accorder au Tchad une suspension du service de la dette pour une durée déterminée, du 1er mai au 31 décembre 2020. Le pays bénéficiera ainsi d'une année de grâce en 2021, puis d'un étalement pour rembourser les échéances de 2022 à 2024. Pour mémoire, l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) avait été adoptée mi-avril par le Club de Paris et le G20, afin de soutenir les économies vulnérables confrontées aux répercussions du Covid-19.

✉ kureemant@afd.fr

▼ **Bénin : Le gouvernement dévoile les mesures d'atténuation des effets socio-économiques de la pandémie de COVID-19**

Lors du Conseil des ministres du 10 juin, le gouvernement a validé le plan d'actions destiné à aider les entreprises, les artisans et les ménages à faire face aux conséquences économiques de la pandémie. Evaluées à 74,1 Mds FCFA (112,8 M EUR), ces mesures s'articulent autour de trois axes : (i) 63,4 Mds FCFA sont destinés aux diverses mesures de soutien annoncées au profit des entreprises ; (ii) 5 Mds FCFA sont destinés à 55 000 artisans et petits métiers ; (iii) 5,8 Mds FCFA de subvention sur les tarifs de l'électricité et de l'eau, à destination des citoyens les plus pauvres. Pour rappel, au 11 juin 2020, le Bénin totalise 305 cas avérés de coronavirus, dont 4 décès.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : L'impact de la COVID-19 sur les recettes au T1 2020 atténué par la TVA et les droits de licence 4G**

Selon le rapport d'exécution du budget 2020 pour le premier trimestre 2020, l'Etat burkinabè a mobilisé 449,1 Mds FCFA (684,1 M EUR) de recettes, soit un taux de réalisation de 20,1%. Elles sont composées pour 403,7 Mds FCFA de recettes propres, dont 191,3 Mds FCFA de la direction générale des impôts (19,8% de taux de réalisation). La TVA enregistre un total recouvré de 139,1 Mds FCFA, soit un taux de réalisation de 20,8%. 157,8 Mds FCFA ont été mobilisés par les Douanes (soit un taux de recouvrement de 21%) et 54,6 Mds FCFA par le Trésor public, grâce au recouvrement de la tranche 2020 des droits de licence 4G versés par la société française Orange en janvier.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cap-Vert : La Bourse du Cap-Vert a émis plus de 65 M EUR de titres de janvier à mai**

Le Président de la Bourse du Cap-Vert a souligné l'augmentation des émissions de l'État au cours des cinq premiers mois de l'année, en particulier en bons du Trésor, pour trouver des solutions de financement dans le cadre de la pandémie. Plus de 7,2 Mds CVE (65 M EUR) de bons du Trésor ont été émis de janvier à mai 2020 sur le marché primaire. Sur le marché secondaire, l'émission totale a été de 5,7 M CVE (51 000 EUR).

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Fitch maintient la note du pays à B+**

Fitch Ratings a maintenu à « B+ » la note de la Côte d'Ivoire avec des perspectives positives, à la faveur de la prudence budgétaire et des réformes engagées par les autorités. La dette publique devrait se stabiliser à moyen terme, malgré l'impact temporaire de la pandémie. Les prévisions de croissance sont globalement positives, anticipées à 2% en 2020 avec une reprise à 8,5% en 2021. Les déficits extérieurs et budgétaires modérés et la faible inflation limitent les risques pour la stabilité macroéconomique. Ces points forts sont mis en balance par les risques politiques actuels à l'approche des élections présidentielles, la forte dépendance à l'égard des produits agricoles de base et les indicateurs de développement relativement faibles.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Maintien de l'état d'urgence et des mesures d'isolement du Grand-Abidjan face à la COVID-19**

A la suite de sa réunion de suivi de l'évolution de la pandémie, le Conseil National de Sécurité a décidé de maintenir (i) l'isolement du Grand Abidjan, en renforçant le contrôle aux entrées/sorties, (ii) l'état d'urgence, et (iii) la fermeture des frontières terrestres, aériennes et maritimes jusqu'au mardi 30 Juin 2020.

✉ ghislain.tanoh@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Réduction des délais de délivrance des arrêtés de concession définitive de 3 à 6 mois maximum**

Le ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, a annoncé que de nouvelles mesures seront prochainement proposées afin de réduire les délais de délivrance des arrêtés de concession définitive sur une période comprise entre 3 et 6 mois maximum. Cette amélioration dans la procédure administrative de délivrance de cet acte permettra de réduire les plaintes formulées par les usagers et de faciliter l'acquisition de titres de propriété des terrains urbains.

✉ ghislain.tanoh@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Vote de la loi de finances rectificative par l'Assemblée Nationale**

Après l'adoption par le gouvernement en Conseil des ministres le 8 mai dernier, l'Assemblée Nationale, au cours de la séance plénière du 8 juin 2020, a examiné et voté la loi portant première rectification de la loi de finances 2020 avec 118 voix pour, 34 voix contre et zéro abstention. Le ministre des Finances, le ministre délégué au Budget et le ministre Chargé des Relations avec les Institutions ont présenté la loi devant les députés. Pour rappel, en raison de la pandémie de COVID-19, le gouvernement nigérien a décidé de revoir son budget à la hausse de 2 266,2 Mds FCFA (3,4 Mds EUR) à 2 405,5 Mds FCFA (3,6 Mds EUR), soit une augmentation de 6,2%.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Niger : Construction d'un nouveau centre de santé à Niamey**

Les travaux de construction d'un Centre de Santé Intégré de type II dans la commune de Niamey III ont été lancés le 9 juin. Ce projet est financé par le Programme d'actions communautaires (AC 3) de la Banque mondiale à hauteur de 103,5 K EUR pour un coût global de 127,5 K EUR. L'infrastructure est construite par l'entreprise Assane sous la supervision du bureau Agecrau. Le délai d'exécution des travaux est fixé à 4 mois. Le PAC 3 intervient dans les 5 communes de Niamey et 125 communes réparties dans les huit régions du Niger pour le financement de micro-projets, répartis dans trois grandes catégories : les activités génératrices de revenus, la gestion durable des terres et des eaux et les infrastructures socio-économiques.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Sénégal : Les PME perdraient entre 30 et 100% de leur chiffre d'affaires en raison de la pandémie**

L'Agence de développement et d'encadrement des PME a réalisé une enquête sur un échantillon de 830 PME réparties sur l'ensemble du territoire national pour estimer l'impact du COVID-19. Les résultats indiqueraient que 64% d'entre elles auraient perdu 60 à 100% de leur chiffre d'affaires, tandis que 24,6% auraient perdu plus de 30%. 68,89% des interrogés indiquent l'interdiction des déplacements interrégionaux comme principale mesure impactant leur activité ; 43,8% évoquent la fermeture des frontières ; 43,2% invoquent l'interdiction de rassemblement de plus de 10 personnes ; 39,4% invoquent le couvre-feu dans l'intervalle horaire de 20 heures à 6 heures du matin.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : Inflation à +15,1% en glissement annuel en avril**

Le taux d'inflation en glissement annuel (g.a.) en Sierra Leone se situe à 15,1% en avril 2020, après 15,6% en mars 2020. A l'exception de la composante « loisirs et culture », toutes les autres composantes ont contribué à la hausse de l'indice des prix en avril, principalement la « Santé » (+52,3% en g.a.), l'« Education » (+67,3% en g.a.) et les « Aliments et boissons non alcoolisées » (+10,5% en g.a.).

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : baisse des échanges commerciaux de 18% par rapport à fin 2019**

Les échanges commerciaux du Nigéria avec le reste du monde au T1 2020 (8,3 Mds USD) ont diminué de 18% par rapport au T4 2019, mais augmenté de 0,8% en glissement annuel. Les importations (4,22 Mds USD), en baisse de 21% par rapport au T4 2019 mais en hausse de 14% en g.a., étaient composées à 41 % de machines et matériel de transport et à 23% de combustibles. Les exportations (4,08 Mds USD), en baisse de 14% par rapport au T4 2019 et de -10% en g.a., sont restées dominées par le pétrole brut et le gaz naturel, représentant 72 % et 12 % du total, respectivement. Le déficit commercial s'est ainsi réduit, la baisse des importations compensant partiellement la chute des cours pétroliers.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Guinée : Une agence d'aménagement et de gestion des parcs industriels bientôt créée

Le gouvernement guinéen a adopté, le 4 juin dernier, le projet de décret portant création d'une agence d'aménagement et de gestion des parcs industriels (AGESPI), sur proposition du ministre de l'Industrie et des PME. Cette agence aura pour principaux objectifs de (i) concentrer les infrastructures nécessaires au développement des activités industrielles afin d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles ; (ii) attirer les entreprises et favoriser la création d'emplois dans le secteur ; (iii) optimiser la collecte des recettes fiscales.

✉ loic.perinquey@diplomatie.gouv.fr

▼ Kenya : Présentation du budget 2020/21 dans un contexte de fortes incertitudes

Présenté par le CS Finance Yatani devant le Parlement, ce nouveau budget est marqué par la volonté des autorités de préserver la trajectoire de consolidation fiscale dans laquelle elles étaient engagées avant la crise. Le déficit pour 2019/20 est désormais attendu à 8,3 % du PIB contre une estimation de 7,2 % en février 2020. Pour 2020/21, le déficit est attendu à 7,5 % du PIB. L'impact de la crise devrait coûter près de 1,5 pt de PIB. Les recettes totales sont désormais en baisse à 17,2 % du PIB. Les recettes fiscales devraient atteindre un niveau exceptionnellement bas, à 13,5 % du PIB. Les dépenses devraient atteindre 2 790 Mds KES soit 24,7 % du PIB, dont 1820 Mds KES de dépenses courantes (16,2 % du PIB) et 633 Mds KES de dépenses de développement (5,5 % du PIB). Le budget sera financé sur sources externes pour 3,1 % du PIB (soit 347 Mds KES), le reste correspondant aux financements domestiques (4,4 % du PIB soit 493,4 Mds KES).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : Réduction du taux directeur d'un point à 7 % par la BoU

Cette mesure a été prise pour atténuer les effets sur l'économie de la pandémie de Covid-19. La Banque centrale ougandaise (BoU) estime en effet que la réduction des taux favorisera la relance des activités économiques de l'Ouganda, le contrôle de l'inflation, ainsi que la stabilisation des taux d'intérêt et de change. Elle affirme également qu'elle maintiendra une offre suffisante de liquidités sur les marchés intérieurs afin d'encourager les institutions financières à prêter aux ménages et aux entreprises. Selon le gouverneur, le ralentissement économique sera sévère au T2 2020, mais une reprise progressive devrait s'installer au cours des T3 et T4. L'assouplissement des conditions de liquidité dans le système bancaire a influencé la baisse des taux de prêt moyens, qui sont passés de 19,3 % en janvier 2020 à 17,7 % en avril 2020. L'inflation globale et l'inflation de base sont quant à elles tombées à 2,8 % et 3,2 %, respectivement, en mai 2020, contre des niveaux correspondants de 3,2 % et 3,4 % en avril 2020.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : Présentation d'un budget de 12 Mds USD, soit une hausse de 12,3% pour l'exercice budgétaire 2020/21**

M. Matia Kasaija, ministre des Finances ougandais a présenté un budget expansionniste de 12 Mds USD pour le prochain exercice. Ce budget sera financé à hauteur de 8,7 Mds USD par les ressources internes, dont 5,8 Mds USD provenant des recettes domestiques nationales. Le solde de 3,3 Mds USD proviendra de sources externes, notamment 0,8 Mds USD d'aide budgétaire et 2,5 Mds USD d'aide aux projets. Les dépenses courantes et les dépenses d'investissement représenteront 80 % des dépenses. Le budget 2020/21 donne le coup d'envoi au troisième plan de développement national (NDP III), qui met l'accent sur l'industrialisation pour la création d'emplois et une prospérité partagée. L'objectif est de renforcer la capacité de substitution des importations et de stimuler la croissance industrielle locale en mettant l'accent sur l'agro-industrialisation. Le ministère des Travaux publics et des Transports est doté du plus important budget avec 1,5 Md USD, suivi par la sécurité (1,2 Md USD), tandis que le service de la dette vient en troisième position des dépenses (1,1 Mds USD).

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Soudan passe à la vitesse supérieure sur les transferts électroniques d'argent**

Le ministère des Finances a annoncé le 10 juin l'adhésion formelle du Soudan à l'alliance « Better Than Cash». Celle-ci, lancée notamment par les Nations-Unies et l'Allemagne, en association avec la fondation Bill Gates, Visa et MasterCard, vise à accélérer la transition vers les paiements numériques dans les pays en développement, en conformité avec les ODD. Dans le même temps, ce Ministère a annoncé le lancement la semaine prochaine de la phase pilote du programme de soutien financier aux familles (FSP) dans cinq unités administratives de l'État de Khartoum, également par transfert d'argent électronique. Il a pour ambition d'assurer à terme à 80 % de la population soudanaise des ressources de 500 SDG (soit 3,4 USD au taux parallèle) mensuels par personne, pendant un an. Ce programme devrait en grande partie être financé au travers d'un fonds fiduciaire de la Banque mondiale avec un appui du PAM. Enfin, la branche locale de la Qatar National Bank a annoncé la réalisation du premier paiement par Mastercard au Soudan, à l'aide d'une carte virtuelle Mastercard émise par cette banque.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : Nouveau Conseil d'administration de la Banque centrale**

Le 10 juin, le Premier ministre a nommé un nouveau conseil d'administration de la Banque centrale. Celui-ci est composé de trois fonctionnaires (Gouverneur et Sous-gouverneur - en tant que président et vice-président respectivement -, Secrétaire général du ministère des Finances) et de trois membres de la société civile (deux universitaires et un homme d'affaires). Ces nominations marquent l'autorité du Conseil des ministres sur la Banque centrale, qui, historiquement, était soumise au président de la République et ensuite au Conseil de souveraineté. Alors que dans le passé les membres externes du conseil d'administration étaient choisis parmi les partisans du régime, le Premier Ministre, cette fois, a choisi des personnalités indépendantes. Cependant, des critiques se sont élevées sur le fait que le gouverneur et le vice-gouverneur fassent partie du conseil d'administration, même si cela est prévu dans la loi de la Banque centrale.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Le projet de budget 2020/21 affiche une hausse de 5,4 %**

Le ministre tanzanien des Finances a dévoilé, le 11 juin, un budget 2020/21 très optimiste à 15,09 Mds USD, en hausse de 5,4% par rapport au précédent exercice, soit 22,1% du PIB. Le budget prévoit une reprise économique rapide et une discussion fructueuse avec les créanciers étrangers. Les évaluations du gouvernement tendent à montrer que le pays n'a pas été trop touché par la pandémie, lui permettant de relever ses prévisions de croissance et de maintenir un calendrier de financement pour les projets de développement en cours, fixés à 5,53 Mds USD, soit environ 27% du budget total. Selon le ministre, la croissance du PIB réel devrait ralentir à 5,5% en 2020, niveau inférieur à une projection pré-covid de 6,9 %. Cette baisse est due aux fortes pluies qui ont endommagé les infrastructures de transport du pays et à l'impact de la crise de Covid-19. Les estimations du FMI tablent sur une croissance de 2,0 % en 2020.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Cameroun : lancement du Fonds Proto, un nouvel outil d'accompagnement dédié aux PME

Selon une annonce faite par le ministre des Petites et moyennes entreprises au Cameroun, l'agence des PME a mis à la disposition des PME un fonds d'appui au prototypage. Ce fonds, abondé dans un premier temps à hauteur de 50 M FCFA par le Gouvernement, va permettre aux PME et porteurs de projets engagés dans un processus d'innovation, installés ou en création, au Cameroun de pouvoir bénéficier d'un accompagnement au processus de prototypage. L'objectif étant d'une part de contribuer à la formalisation des PME et de favoriser la création et le développement des PME structurantes, productives et performantes et d'autre part d'encourager la production locale de biens et services par celle-ci.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : la Banque mondiale accorde un financement de 88 Mds FCFA pour l'électrification de 417 localités rurales

Le ministre de l'Economie et de la Planification et le Directeur des Opérations de la Banque mondiale ont procédé le 12 juin 2020 à la signature d'un accord de prêt de 88 Mds FCFA relatif au Projet d'électrification rurale et d'accès à l'électricité dans les régions sous-desservies (Perace). Le projet, qui s'étale sur une durée de cinq ans, va permettre d'étendre et de renforcer le réseau électrique par la construction de lignes et de postes de transformations électriques dans 417 localités rurales. Ce projet devrait accroître le taux d'accès à l'électricité dans six régions du Cameroun.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : Aide budgétaire de l'UE de 52,87 M EUR en soutien au plan de protection sociale de réponse à la Covid-19

Le Rwanda et l'UE ont signé le 8 juin un accord de subvention de soutien budgétaire, réorientant ainsi une partie du programme FED 2014-2020. Ce financement vise à étendre la protection sociale et à promouvoir les chaînes d'approvisionnement agricole dans le cadre du plan de relance économique du gouvernement, en augmentant les transferts en espèces et l'aide alimentaire en réponse aux mesures de confinement. Le programme bénéficiera à au moins 630 000 ménages parmi les plus démunis. Les décaissements seront effectués en tranches fixes de 36 M EUR pour l'exercice 2019/20 et de 15,5 M EUR pour 2020/21, sur la base de progrès satisfaisants dans la mise en œuvre du plan de relance économique, en particulier la partie protection sociale et agriculture. Le programme s'accompagnera d'un soutien du PAM pour le suivi et la logistique afin de garantir l'efficacité des chaînes d'approvisionnement alimentaire.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Rwanda : Les transferts de la diaspora chutent de 16 % en mars 2020**

Cette baisse du flux des envois de fonds vers le Rwanda est sans précédent. Au cours des trois premiers mois de cette année, de janvier à mars 2020, les envois de fonds de la diaspora au Rwanda avaient pourtant augmenté de 1 % par rapport à 2019.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Le Rwanda bénéficie d'une deuxième aide financière de 110 MUSD dans le cadre du RCF du FMI**

Le gouvernement rwandais a sollicité le 4 juin un financement du Fonds équivalent à 50% de sa quote-part dans le cadre de la facilité de crédit rapide du FMI (FCR). Cette demande, approuvée le 11 juin, sera déboursée sous forme d'aide budgétaire directe, versée sur un compte du ministère de l'Economie et des Finances à la Banque Nationale du Rwanda. Les autorités rwandaises avaient précédemment sollicité le 26 mars une première aide financière dans le cadre de la FCR pour 109,4 MUSD, soit 50 % de son quota, approuvée le 2 avril. A noter que le FMI a également accordé le 13 avril une annulation du service de la dette rwandaise pour une période initiale de six mois, à hauteur de 11 MUSD.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Bénin : La Banque mondiale octroie 160 M USD pour la compétitivité des chaînes de valeur de l'ananas et l'anacarde**

La Banque mondiale a approuvé, le 2 juin, un crédit de 160 M USD de l'IDA pour aider le Bénin à améliorer la productivité et l'accès au marché des chaînes de valeur agroalimentaires de l'ananas et de la noix de cajou. Ce programme de compétitivité agricole et de diversification des exportations vise notamment à promouvoir de nouvelles chaînes de valeur à fort potentiel commercial, notamment les produits frais. Il soutiendra les investissements du secteur privé et l'installation de services logistiques au Bénin grâce à un mécanisme de soutien aux investissements agricoles avec des subventions de contrepartie pour les bénéficiaires et un mécanisme de partage des risques.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : 5 000 startups bénéficieront d'une facilité de crédit de 50 M GHS**

Dans le cadre du 3^{ème} volet du *National Entrepreneurship and Innovation Programme* (NEIP), initiative présidentielle lancée en 2017, une facilité de crédit de 50 M GHS (8,65 M USD) va être mise en place pour soutenir 5 000 startups ghanéennes, qui recevront un prêt compris entre 5 000 et 50 000 GHS (entre 865 et 8 649 USD). En parallèle, le NEIP a pour objectif de renforcer les compétences de 26 000 jeunes (100 dans chacun des 260 districts) en matière de marketing et de gestion d'entreprise. Lors du volet précédent, 19 000 jeunes avaient été formés d'après le ministre du Développement des entreprises et 40 M GHS avaient été octroyés à des startups.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : 148 M USD de la Banque mondiale pour le renforcement de la gestion des finances publiques et du système de santé**

Le 5 juin, la Banque mondiale a approuvé un financement de 148 M USD constitué à parts égales d'un don et d'un crédit alloués par l'Association internationale de développement (IDA). Ce financement est le deuxième d'une série de 3 opérations à l'appui des politiques de développement pour la gestion des finances publiques, la croissance durable et les services de santé. Il soutiendra les réformes prévues par le Plan national de développement économique et social 2016-2020 du pays tout en contribuant au renforcement de la réponse d'urgence à la pandémie de COVID-19. Il a notamment pour objectifs d'améliorer la mobilisation des recettes intérieures et l'efficacité de la dépense publique.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : La BAD approuve un appui budgétaire de 75 M EUR**

La Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un prêt de 75 M EUR sous forme d'appui budgétaire en faveur de la Côte d'Ivoire, afin de financer le programme d'appui à la riposte contre la COVID-19. L'aide de la Banque, accordée dans le cadre de la Facilité de réponse rapide à la pandémie de COVID-19, appuiera la mise en place d'une plateforme de géolocalisation des malades confinés. Le premier objectif du programme est d'augmenter le nombre de tests de diagnostic d'ici la fin décembre 2020 et de renforcer les capacités de prise en charge des malades dans le courant du troisième trimestre de 2020. Le deuxième objectif est de soutenir les mesures limitant l'impact de la pandémie sur les populations les plus vulnérables.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Adoption des 3 conventions de financement de l'AFD pour un montant total de 173 M EUR**

Le Conseil des ministres du 10 juin 2020 a approuvé la signature des conventions de crédit conclues la semaine passée avec l'AFD, d'un montant total de 173 M EUR. Ces financements permettront (i) d'abonder les projets de développement et de réhabilitation des routes avec le ministère de l'Équipement et de l'Entretien routier pour 55 M EUR, (ii) de construire une ligne de bus à haut niveau de service entre Yopougon et Bingerville en partenariat avec la Banque mondiale pour 89 M EUR, (iii) de renforcer les capacités de prévision météorologique de la SODEXAM, avec des retombées économiques directes attendues pour la productivité agricole et la gestion des risques d'inondations pour 28 M EUR.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 457 K EUR de dons de l'OMS à l'INSP pour la lutte contre la COVID-19

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a offert, le 5 juin dernier, à l'amphithéâtre de l'Institut national de la santé publique (INSP), des équipements et du matériel audiovisuels d'une valeur de 300 M FCFA (457 K EUR) à 85 districts sanitaires, en présence du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique. Ces dons composés, entre autres, d'ordinateurs, onduleurs, stabilisateurs, boîtes de connexion internet, télévisions, webcams, trépieds, microphone, tablettes, cameras, table de mixage, visent à renforcer la plateforme multimédia de l'INSP et favoriser, la formation à distance des districts sanitaires.

✉ ghislain.tanoh@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : Le Parlement adopte une convention controversée de prêt de financement de 230 MEUR dans le domaine de l'éducation

Les députés guinéens ont adopté le 5 juin une convention de prêt de financement destinée à des projets de construction d'infrastructures dans le domaine de l'enseignement technique et de la formation professionnelle dans les 8 régions administratives du pays. Son montant est de 230 MEUR, le taux d'intérêt de 1,5 %, et la durée du crédit de 31 ans, dont une période de grâce de 5 ans. Plusieurs députés se sont interrogés sur l'identité du bailleur, la société Palumbo Group Ltd et son partenaire financier Trinity Wealth Management AG. Le projet n'aurait pas bénéficié d'une étude de faisabilité. La convention a été adoptée avec 92 voix pour, 3 contre et 2 abstentions.

✉ loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ Guinée : La BAD octroie 3,2 MUSD pour 3 projets de développement

La Banque africaine de développement (BAD) et le gouvernement ont procédé, entre le 21 et le 26 mai, à la signature de 3 accords de prêt de 3,2 MUSD. Ces engagements et concernent : (i) le projet de digitalisation des paiements gouvernementaux des pays de l'Union du fleuve Mano, qui vise à créer en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, un écosystème de paiement numérique ; (ii) le programme de développement des mini-réseaux verts qui doit soutenir l'Agence guinéenne pour l'électrification rurale dans la mise en place de projets de 57 mini-réseaux verts dans le pays ; (iii) l'exécution du projet d'appui à la compétitivité de la chaîne de valeur du miel, financé par le Fonds Africain pour le Commerce.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : Aide d'urgence du FMI de 50 MUSD en soutien à la lutte contre la COVID-19

Le FMI a approuvé le 5 juin le décaissement de 50 MUSD au profit du Libéria via la facilité de crédit rapide. Cette somme, ajoutée à un allègement de la dette approuvé le 13 avril, permettra au pays de répondre à ses besoins urgents en matière de balance des paiements, estimés à 150 M USD (5,1% du PIB). Le communiqué indique que les résultats obtenus dans le cadre du programme FEC sont faibles, principalement en raison (i) d'une pénurie de billets de banque en dollars libériens en période de forte demande de liquidités ; (ii) d'une pénurie aiguë de liquidités en dollars US dans le secteur bancaire.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : 2,3 M USD supplémentaires des Etats-Unis pour lutter contre la COVID-19**

Le 9 juin 2020, l'Ambassadeur des Etats-Unis au Mali et le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale ont signé un amendement à l'Accord des Objectifs de Développement (DOAG) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), d'un montant supplémentaire de 2,3 M USD d'aide contre la COVID-19. Les nouveaux fonds sont utilisés pour diffuser des messages de prévention de prise en charge de la COVID-19, en vue de lutter contre la désinformation et pour soutenir l'assainissement et l'hygiène dans les communautés. Ce nouvel engagement financier porte le total de l'assistance américaine en réponse à la COVID-19 au Mali à 9,1 M USD.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : 1 M USD de contribution du Niger pour l'Alliance globale pour les vaccins et l'immunisation**

Le 4 juin 2020, au cours du sommet mondial de la vaccination consacré à la reconstitution des fonds de l'Alliance globale pour les vaccins et l'immunisation (GAVI), pour la période 2021-2025, le Président Issoufou Mahamadou a annoncé une contribution du Niger à hauteur de 1 M USD. La rencontre avait pour but de mobiliser 7,5 Mds USD pour financer les activités de la GAVI et accélérer l'élaboration et la production des vaccins. Pour rappel, la GAVI est une organisation internationale qui a pour but d'accélérer les progrès des pays pauvres dans les possibilités d'accès des enfants à la vaccination et dans l'étendue des vaccins disponibles.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Sierra Leone : Un nouveau cadre de partenariat avec la Banque mondiale**

La Banque mondiale (BM) a examiné un nouveau cadre de partenariat pays pour la Sierra Leone portant sur la période 2021-2026, qui privilégie les investissements dans le capital humain, la création d'emplois, la diversification économique et la construction d'un système de santé résilient. Guidés par les priorités du Plan national de développement à moyen terme du gouvernement, les trois domaines d'appui de la BM consistent à : (i) renforcer le capital humain et l'inclusion sociale ; (ii) stimuler la compétitivité et la diversification économique et (iii) renforcer la redevabilité et la stabilité macro-budgétaire.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

Togo : 40,7 M EUR de l'AFD dans le secteur de l'assainissement

L'AFD et le Togo ont signé, le 8 juin, 2 conventions de financement d'un montant total de 40,7 M EUR pour la réalisation d'études d'actualisation du Plan directeur de l'assainissement du Grand Lomé (700 K EUR) et l'extension du réseau d'eau dans plusieurs villes du pays (40 M EUR). Ces prêts permettront notamment d'améliorer l'alimentation en eau potable des villes du Nord (Cinkassé, Korbongou, Bombouaka, Mandouri, Tandjoaré, Gando) et d'étendre le réseau d'eau de la ville de Dapaong à partir du barrage de Dalwak. Pour rappel au Togo, plus de 77% de la population ne dispose pas d'installation de base pour se laver les mains à domicile.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la BAfD approuve un appui budgétaire de 288,5 M USD en réponse à la crise de COVID-19**

Le prêt accordé par la Banque africaine de développement (BAfD) vient s'ajouter aux 3,4 Mds USD du FMI et 1,5 Md USD de la Banque mondiale en soutien au Programme nigérian d'appui en réponse au COVID-19 (C19RSP). D'un coût total de 5,87 Mds USD, le C19RSP comprendra 3 composantes : (i) renforcer la réponse des services de santé publique à la COVID-19 par la hausse du nombre de tests réalisés et la formation du personnel soignant ; (ii) réduire l'impact de la crise actuelle sur les travailleurs et les entreprises par la biais de programmes de travaux publics et de facilités de crédit, (iii) renforcer le système de protection sociale, avec l'extension du programme d'investissement social en cours.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la NNPC débloque plus de 54 M USD pour construire des hôpitaux dans 12 États**

L'entreprise publique du secteur pétrolier NNPC et ses filiales se sont engagées à financer la construction de 12 hôpitaux pour un montant de 21 Mds NGN (54 M USD). À noter, deux chantiers d'hôpitaux de 200 lits cofinancés par Total ont déjà commencé dans les Etats de Katsina et de Borno. Cette initiative intervient alors que les dépenses de santé pourraient être réduites dans le cadre de la révision du budget 2020 consécutif à la pandémie, alors qu'elles ne représentaient déjà que 4,1 % du budget précédent. À noter, 85 375 tests Covid-19 ont été réalisés en date du 10 juin, soit 426 tests par million d'habitant, dont 13 873 se sont révélés positifs. Le pays compte à ce jour 382 décès liés au virus.

✉ paul.vernier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : les startups nigérianes se distinguent dans les différentes initiatives françaises de soutien à l'entrepreneuriat africain**

Avec 354 candidats et 69 lauréats, le Nigéria est le pays qui compte le plus d'entrepreneurs sélectionnés par le « Challenge des 1000 », organisé dans le cadre du sommet Afrique-France 2020. Les lauréats, récompensés pour leurs solutions innovantes en matière de ville durable, bénéficieront d'un programme d'accompagnement dédié. Par ailleurs, 3 des 11 finalistes du concours AfricaTech 2020 organisé par Sanofi à l'occasion de Vivatech, sont nigériens : SOSO Care, Natal Cares et Mobihealth. Pour rappel, première destination africaine d'investissement en capital-risque vers des sociétés non-cotées, le Nigéria a attiré 747 M USD en 2019.

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Mali : Le gouvernement accorde une subvention de 35 Mds FCFA à la filière coton

Cette subvention se traduira par un bonus de 50 FCFA sur chaque kilogramme de coton vendu à la CMDT, qui détient le monopole de l'égrenage. Le prix d'achat du coton a été fixé à 200 FCFA/kg en 2020/2021, contre 275 FCFA/kg un an plus tôt. Par ailleurs, les producteurs devront acheter les intrants à leur prix courant cette saison alors qu'ils les acquéraient à prix réduit jusqu'ici, en vertu du programme de subventions du gouvernement. Pour rappel, le Mali était le 2^{ème} plus gros producteur africain de coton derrière le Bénin lors de la campagne 2018-2019, avec plus de 700 K tonnes produites.

✉ valery.alves@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : le Sénégal refuse des permis de pêche à des dizaines de bateaux étrangers

Après avoir examiné les demandes de permis de plus de 50 armements étrangers, le gouvernement aurait refusé de leur attribuer des permis de pêche après une campagne conjointe des défenseurs de l'environnement et des pêcheurs locaux, qui luttent pour leur survie et celle de la ressource face à la surpêche asiatique et européenne. Selon le responsable de la campagne océans de Greenpeace Afrique, ce refus permettra à l'océan de se régénérer, alors que l'industrie de la pêche industrielle menace d'épuiser les stocks de poissons. Pour rappel, la pêche fait vivre directement ou indirectement environ 500 000 Sénégalais, selon l'ONU. Le poisson représentait environ 17% des exportations sénégalaises en 2018.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : Le Togo, 2ème exportateur africain de produits bio vers l'UE

Le Togo a exporté 45 000 t de produits agricoles biologiques vers l'Union européenne (UE) en 2019, un chiffre en augmentation de plus de 100% par rapport à 2018. Le pays devient ainsi le 2^{ème} plus gros exportateur africain vers l'UE, derrière l'Égypte. Au niveau mondial, le pays passe du 31^{ème} au 14^{ème} rang des fournisseurs, avec de bons résultats pour les exportations de soja (42 300 t, devant la Chine et l'Inde). Ces performances ont été réalisées alors que les importations européennes de bio sont restées stables entre 2018 et 2019, à 3,2 M t. Pour rappel, le secteur de l'agriculture bio emploie un peu plus de 36 000 personnes au total au Togo, avec une forte production de soja et d'ananas. 40 000 ha lui sont dédiés.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Tanzanie : La première raffinerie d'or du pays a commencé à opérer

Le directeur général de l'usine Eyes of Africa Ltd (EOA), a déclaré que la construction de la première raffinerie d'or de Tanzanie était terminée. L'usine (EOA) a commencé sa production avec une capacité de raffinage de 30 à 50 kg d'or ou d'autres minéraux par jour, alors que l'objectif est d'atteindre 1000 kg d'ici 2021. La raffinerie offrira aux commerçants de minerais du pays la possibilité d'y raffiner leur or et permettra également au pays d'augmenter la qualité de son or et d'autres minéraux de 70-90% en atteignant 99,99% acceptable sur le marché international. La Tanzanie est l'un des principaux producteurs d'or d'Afrique avec une production de 4,5 à 5 tonnes par mois.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Démarrage de la première centrale éolienne

L'entreprise Rift Valley Energy Group a commencé la mise en service de son parc éolien de Mwenga (situé dans le district de Mufindi), sud de la Tanzanie. D'une capacité de 2,4 MW, le premier parc éolien du pays produira de l'électricité pour alimenter le réseau local du Groupe. La centrale éolienne a commencé à produire 0,8 MW d'électricité par jour. La capacité de production augmentera progressivement à 2,4 MW, dès que la nouvelle installation sera entièrement opérationnelle. Cette capacité quotidienne assurera une alimentation continue en électricité à 42 villages et assurera une disponibilité continue d'électricité, en particulier pendant la saison sèche, car actuellement les villages dépendent de l'alimentation de la centrale hydroélectrique de Mwenga.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Achat des permis aurifère de Niou et de Niou Sud par le groupe Nordgold

Le groupe russe Nordgold a fait l'acquisition des permis aurifère de Niou et de Niou Sud détenus par la société australienne Mako Gold Limited pour 700 KUSD. La société conservera toutefois une redevance de 1% sur les revenus nets de fonderie si Nordgold découvre une ressource aurifère d'au moins 2 M d'onces à Niou, qui pourra être rachetée par le groupe russe pour un montant de 4,5 MUSD. Ces permis sont situés dans la province de Koulwéogo, à une centaine de kilomètres au Nord-ouest de la capitale. Pour rappel, l'or est le 1^{er} produit d'exportation du Burkina Faso (66% de ses exportations totales en 2018), qui en a extrait près de 60 t en 2018, faisant du pays le 5^{ème} plus grand producteur africain.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : SMB-Winning et l'Etat signe la convention de base pour l'exploitation des blocs I et II des gisements de Simandou**

Le consortium sino-singapouro-guinéen SMB-Winning et le gouvernement ont procédé à la signature de la convention, d'une durée de 25 ans, le 6 juin. L'investissement prévisionnel total du projet est de 14 Mds USD, dont 6 Mds USD sur fonds propres. Le ministère estime que les revenus directs pour l'Etat guinéen sur la durée de la convention seront de 15,5 Mds USD. Le projet prévoit l'exploitation du minerai de fer des blocs I et II du Mont Simandou – plus grande réserve mondiale inexploitée de minerai à haute teneur en fer – ainsi que la construction d'une ligne ferroviaire de 650 km qui reliera le site au port de Matakong, dont la construction est également prévue.

✉ Loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ **Industries**

Services

▼ Ghana : 5 000 startups bénéficieront d'une facilité de crédit de 50 M GHS

La ministre du Tourisme a indiqué que les pertes de l'industrie du tourisme et de l'hôtellerie atteindraient environ 171 M USD entre mai et juin. Pour en limiter les effets, le gouvernement va allouer 4 M USD visant à soutenir le développement des sites touristiques et 5 M USD en aide aux entreprises du secteur. Ces dernières auront par ailleurs la possibilité d'obtenir des prêts auprès du National Business for Small Scale Industries dans le cadre du plan relance gouvernemental de 600 M GHS (103,8 M USD) mis en place pour soutenir les entreprises affectées par la crise. Pour rappel, le secteur du tourisme et des voyages d'affaires représentait 5% du PIB et 623 100 emplois en 2019, selon le World Travel & Tourism Council.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Interdiction des plastiques à usage unique dans les parcs nationaux et aires protégées

La loi interdisant tous les plastiques à usage unique dans les parcs nationaux et autres zones protégées (forêts, plages, zones de conservation) du Kenya est entrée en vigueur le 5 juin 2020. Cette loi vient renforcer les efforts du gouvernement kenyan dans sa lutte face aux déchets plastiques, après avoir interdit en 2017 la fabrication, l'importation et l'usage des sacs plastiques à usage unique sur son territoire. Bien que ses zones protégées ne représentent que 11 % du pays, par cette initiative, le Kenya continue de montrer son engagement à faire face au fléau mondial de la pollution au plastique et à la sauvegarde de la biodiversité.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : Conakry Terminal met en service le port sec de Kagbelen

Conakry Terminal, filiale de Bolloré et opérateur du terminal à conteneurs du Port de Conakry, a officiellement mis en service le port sec de Kagbelen, situé à 35 km de la capitale guinéenne. Ce port sec, d'une superficie de 30 ha, dispose d'un espace aménagé de 5 ha pour une capacité de stockage de 2000 véhicules. Il accueille en priorité les véhicules en transit pour le Mali, ainsi que les véhicules non livrés après 10 jours de stationnement sur le parc du terminal du Port de Conakry. D'un coût global de 1,7 MEUR, l'installation permet à la Guinée de disposer d'une zone connectée au système informatique des douanes, de décongestionner le Port de Conakry et d'absorber la croissance des volumes de véhicules importés.

✉ loic.perinquey@diplomatie.gouv.fr

▼ **Niger : 17 M EUR de pertes pour le secteur de l'hôtellerie et de la restauration**

La fermeture des frontières et la mise à l'arrêt des hôtels, restaurants et établissements touristiques, qui emploient 6000 personnes, ont eu un impact important sur le secteur, selon les estimations de l'Association nationale des professionnels du tourisme et de l'hôtellerie du Niger : les pertes sont estimées à près de 11,3 Mds FCFA (17 M EUR). Pour rappel, les mesures de soutien au secteur ont été parmi les premières annoncées par le président de la République - par exemple la réduction de la taxe sur la valeur ajoutée de 19% à 10%.

✉ bouqueto@afd.fr

ENTREPRISES

▼ Kenya : Carrefour ouvre son huitième magasin

Le groupe Carrefour, opéré en Afrique de l'Est par le groupe partenaire Majid Al Futtaim, vient d'ouvrir son huitième magasin au Kenya. S'étendant sur plus de 7000 m², ce nouveau magasin proposera près de 40 000 références de produits alimentaires et non alimentaires. Il créera 250 emplois à plein temps et 200 emplois à temps partiel. Une nouvelle gamme de services comme une bijouterie, une librairie, un restaurant ou un distributeur de lait seront également ouverts. Cette ouverture consolide l'implantation du groupe dans la région depuis sa première implantation au Kenya en 2016. En janvier 2020, le groupe a inauguré son premier magasin en Ouganda. D'ici la fin 2020, un premier magasin devrait également ouvrir ses portes à Dar Es Salam, en Tanzanie.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : Attribution de la deuxième licence fibre optique à l'opérateur Blueline, filiale du koweïtien Gulfstar

Le 10 juin, le ministère des Postes, des Télécommunications et du Développement numérique a officialisé l'attribution de la deuxième licence pour opérer un backbone fibre optique à Blueline, quatrième opérateur de téléphonie malgache. Cette société est filiale de Gulfsat Madagascar, dont la maison-mère est Gulfstar, elle-même détenue par la Kuwait Projects Company (KIPCO). La première licence fibre est détenue par Telma (groupe Axian). Un décret interministériel du 3 décembre 2019, avalisé le 17 avril 2020 par l'Autorité de régulation des technologies de communication (Artec), limite à deux le nombre d'opérateurs backbone pour une population de 25 millions d'habitants. La licence de Blueline sera valable jusqu'en 2028.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : CAMRAIL investit 1,1 Md FCFA dans la rénovation de 11 voitures

La société ferroviaire CAMRAIL, filiale du groupe Bolloré a investi 1,1 Md FCFA dans la rénovation de 11 voitures en perspective de la relance du train express reliant les villes de Yaoundé et Douala. La rame de voitures rénovée est constituée d'un bar restaurant, de quatre voitures de 1ère classe, de quatre voitures de 2ème classe, d'un fourgon générateur et d'un fourgon dédié aux colis et bagages. Pour rappel le train express a été suspendu le 26 octobre 2016 suite à un accident. L'Etat du Cameroun n'a pas encore délivré d'autorisation pour la reprise du trafic.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Guinée équatoriale : déconfinement progressif, principalement dans les villes de Bata et de Malabo

Le Gouvernement prépare un assouplissement progressif de l'état d'alerte sanitaire dans le pays, avec une ouverture de l'ensemble des commerces, des entreprises, et des lieux publics, avec mesures appropriées de prévention et de santé publique. La réouverture des vols nationaux et internationaux devrait être annoncée prochainement. Tous les passagers en provenance de l'étranger devront présenter à l'arrivée un test négatif délivré dans les dernières 48h. Les habitants de Bata et de Malabo pourront circuler librement dans les deux villes, les autres districts du pays restant sous confinement.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ Guinée équatoriale : refonte du calendrier de l'année de l'investissement

Le forum sur l'investissement dans le secteur des hydrocarbures en Afrique, co-organisé par Africa Oil and Power et le ministère des Mines et des Hydrocarbures est désormais prévu pour les 25 et 26 novembre prochains. La conférence se concentrera sur la création et la mise en œuvre d'accords bilatéraux, la présentation technique de projets et la facilitation des investissements dans le pays et sur le continent. L'usine de méthanol et de ses dérivés est l'un des projets d'investissement majeurs du pays. L'étude de faisabilité a été confiée à l'entreprise Nexant.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ Guinée équatoriale : ouverture du campus Teg 2020

Pour cette édition, la commission propose un nouveau format numérique pour célébrer le plus important événement technologique du pays, Campus Teg 2020. Cette édition à distance propose des activités pour tous les publics : conférences, spectacles, ateliers et bien plus encore, avec une participation internationale, pendant 25 jours. Les concours d'innovation se dérouleront également dans le cadre de cette édition spéciale, où, pendant 10 jours, les participants, qui pourront participer individuellement ou en groupes de 5 personnes maximum, développeront leurs idées technologiques et leur créativité.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
mathieu.schmitt@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtrésor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtrésor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

